

Secrétariat général

Direction de la coordination  
des politiques interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Ref : DCPI-BICPE/YA

**Arrêté préfectoral imposant à la société Ramery  
Environnement des prescriptions complémentaires  
pour la poursuite d'exploitation de son site  
d'HAUBOURDIN**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V et en particulier ses articles L181-1, R122-2, R181-45 et R181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2021 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2013 imposant à la société Ramery des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HAUBOURDIN ;

Vu le récépissé de déclaration du 14 janvier 2008 prenant acte de la déclaration de la société Ramery Environnement d'exploiter une plate-forme de transit et de tri de déchets du bâtiment et des travaux publics sur le territoire de la commune d'HAUBOURDIN (59320), rue des Lostes ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par la société Ramery Environnement par courrier du 21 août 2018 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, catégorie 1.a) « Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation », adressée par la société Ramery Environnement en date du 21 juin 2019 ;

Vu la décision du 7 août 2019 de non soumission à étude d'impact ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 10 septembre 2020 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 16 février 2021 ;

Vu les observations par le demandeur sur ce projet par courriel du 8 mars 2021 ;

Considérant que la modification présentée par l'exploitant porte sur l'augmentation de la capacité de broyage de bois autorisée pour le site. Il s'agit d'une activité existante, relevant initialement du régime de la déclaration, dont les équipements et stockages associés sont inchangés, mais dont les plages horaires de fonctionnement sont étendues et dont les capacités journalières de traitement, initialement moyennées sur l'année, sont désormais exprimées en capacité journalière de pointe ;

Considérant qu'au vu de la décision du 7 août 2019 susvisée, cette modification ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;

Considérant que la modification ne fait pas entrer l'établissement dans le champ des directives SEVESO et IED, étant considéré que le site ne réalise pas de prétraitement de déchets non dangereux destinés à l'incinération ou à la coïncinération avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour (rubrique 3532) ;

Considérant que les rejets et nuisances générés par le site ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients au regard des intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications apportées à l'établissement Ramery Environnement d'HAUBOURDIN ne constituent pas de modifications substantielles au sens de l'article R181-46 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Nord ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La société Ramery Environnement, dont le siège social est situé Parc d'Entreprises de la Motte du Bois à Harnes (62440) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2013 complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'HAUBOURDIN, rue des Lostes, les installations détaillées dans les articles suivants.

### **ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

| Références des arrêtés préfectoraux antérieurs       | Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées | Nature des modifications<br>Références des articles correspondants du présent arrêté   |
|--|---|--|
| Arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013 | Article 1.2.1   | Modifié et remplacé par<br>Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées |
|  | Article 4.1.1   | Modifié et remplacé par<br>Article 4 – Origine des approvisionnements en eau   |
|  | Article 3.1.5   | Complété par<br>Article 5 – Émissions diffuses et envois de poussières   |
|  | Article 1.2.5   | Article 7 – Gestion des déchets sur site   |

### **ARTICLE 3 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

| N°<br>rubrique | Libellé en clair de l'installation  | Caractéristiques de l'installation   | Classement<br>et rayon<br>d'affichage<br>(km) |
|----------------|---|--|---|
| 2791-1         | Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971<br><br>La quantité de déchets traités étant :<br>1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;   | Installation de broyage de bois : <b>720 t/j</b> .<br><br>La quantité de déchets destinée à l'incinération et la co-incinération ne peut excéder 75 t/j.<br>La quantité annuelle maximale traitée est de 43 200 tonnes.  | A<br>(2)                                      |
| 2714-1         | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719<br><br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ; | Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux (en mélange ou séparés) de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• papier/cartons : <b>120 m³</b></li> <li>• plastiques : <b>900 m³</b></li> <li>• caoutchouc (pneus) : <b>375 m³</b></li> <li>• bois : <b>8430 m³</b> (dont 8400 m³ en extérieur et 30 m³ sous couvert)</li> <li>• pare-chocs issus du tri : <b>135 m³</b></li> </ul> Tri de déchets non dangereux en mélange (crible + séparateur + cabine de tri mobiles) <ul style="list-style-type: none"> <li>• déchets issus du pré-tri en attente de tri : <b>2390 m³</b> (dont 2270 m³ en extérieur et 120 m³ sous couvert)</li> <li>• déchets entrants en attente de tri : <b>3500 m³</b> (bâtiment)</li> </ul> soit au total <b>15850 m³</b> | E   |

| N°<br>rubrique | Libellé en clair de l'installation   | Caractéristiques de l'installation  | Classement<br>et rayon<br>d'affichage<br>(km) |
|----------------|--|---|---|
| 2711-2         | <p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ;</p>         | <p>Station de regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>La quantité susceptible d'être présente ne dépasse pas <b>200 m³</b>.</p>   | DC  |
| 2716-2         | <p>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>                         | <p>Transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux (en mélange ou séparés) non inertes.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets verts : <b>510 m³</b></li> <li>plâtres : <b>480 m³</b></li> </ul> | DC  |
| 2718-2         | <p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Autres cas</p>  | <p>Station de regroupement de déchets industriels spéciaux.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente étant de <b>990 kg</b>.</p>  | DC  |
| 2713-2         | <p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².</p> | <p>Installation de transit, regroupement ou de tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages ou de déchets d'alliages non dangereux.</p> <p>La surface est de <b>120 m²</b> (bennes)</p>  | D   |
| 2794           | <p>Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux</p>   | <p>Broyage de déchets verts.</p> <p>La capacité est inférieure à <b>30t/j</b>.</p>  | D   |
| 1435           | <p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>Inférieur ou égal à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total</p>   | <p>Distributeur de gazole non routier (débit : 70 l/mn) destiné aux pelles et chargeuses présents sur le site.</p> <p>Volume annuel maximum distribué de <b>260 m³</b>.</p>   | NC  |

| N°<br>rubrique | Libellé en clair de l'installation  | Caractéristiques de l'installation   | Classement<br>et rayon<br>d'affichage<br>(km) |
|----------------|---|--|---|
| 2517           | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques<br><br>La superficie de l'aire de transit étant :<br>Inférieure ou égale à 5 000m².   | Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.<br><br>Superficie de l'aire de stockage de<br><b>2 500 m²</b> . | NC  |
| 4331           | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.<br><br>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :<br>Inférieure à 50t.  | Stockage de 660 l de lave-glace, soit<br><b>0,63 t</b> .   | NC  |
| 4734           | Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.<br><br>2. Pour les autres stockages :<br>Inférieure à 50t au total. | Cuve de gazole non routier de 6 000l, soit 5,1 t.  | NC  |

A : Autorisation, E : Enregistrement, DC : Déclaration avec contrôles périodiques, D : Déclaration, NC : Non Classé

#### **ARTICLE 4 – ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prescriptions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : 193 m³ maximal par an (réseau public de la commune d'Haubourdin).

Ils sont répartis de la façon suivante :

| <b>Activité</b>                           | <b>Besoin en eau (m³/an)</b> |
|---|------------------------------|
| Besoins sanitaires (douches, lavabos,...) | 35                           |
| Nettoyage des équipements                 | 158                          |
| Arrosage des voiries                      |                              |
| <b>Total</b>                              | <b>193</b>                   |

».

## **ARTICLE 5 – ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les prescriptions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013 sont complétées par les dispositions suivantes :

*« Tous les dispositifs nécessaires seront mis en places pour limiter les émissions de poussières notamment lors des opérations de broyage. Le matériel utilisé dispose de technologies avancées afin de limiter les émissions de poussières (projection d'eau dans la chambre d'aspiration, capotage des zones d'émission). En complément, une brumisation est systématiquement mise en place lors des campagnes de broyage. Le flux est dirigé sur la chute du tapis du broyeur. Une évaluation de la teneur en poussières sédimentables ainsi que les poussières inhalables sera réalisée dans les 3 mois suivant la signature du présent arrêté, puis 1 fois par an. »*

## **ARTICLE 6 – GESTION DES DÉCHETS**

Une annexe 2 à l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013 est créée avec les dispositions de l'annexe au présent arrêté.

Les dispositions de l'article 1.2.5.2. Produits acceptés sur le site de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« Les déchets acceptés sur le site pour y être traités ou y transitent relèvent d'un code figurant à l'annexe 2 du présent arrêté. Ils sont :*

- de manière générale, des déchets non dangereux en mélange destinés à être triés sur le site et provenant des domaines d'activités du bâtiment et des travaux publics, des industries et des collectivités ;*
- ponctuellement, des déchets mono-flux :*
  - Bois,*
  - Cartons et papiers,*
  - Déchets verts,*
  - Plâtre,*
  - Déchets inertes, béton, gravats,*
  - Métaux,*
  - Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),*
  - Déchets industriels spéciaux (DIS).*

*Pour les matériaux issus du tri des DIB/DND et ne figurant pas dans la liste ci-dessus (pneus, plastiques) l'exploitant prendra les dispositions pour les stocker selon les règles en vigueur et les évacuer au plus vite.*

*Les volumes des déchets entrant annuellement sur le site ainsi que les quantités maximales présentes dans l'établissement d'Haubourdin sont limités aux volumes précisés dans le tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté. »*

Les dispositions de l'article 1.2.5.5. Comptabilité des déchets de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013 sont complétées, après le premier alinéa, les dispositions suivantes sont ajoutées :

*« pour les flux de déchets reçus en mélange et triés sur site, la transformation importante des déchets ne permet plus d'en assurer la traçabilité ; le site est exonéré de l'obligation ci-dessus pour ces flux.*

*Il est interdit de mélanger des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois qui ont été triés par leurs producteurs ou détenteurs avec d'autres déchets n'ayant pas fait l'objet d'un même type de tri. ».*

## **ARTICLE 7 – SANCTIONS**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

## **ARTICLE 8 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du Code de l'Environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

- a) L'affichage en mairie ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des Services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi, par courrier à l'adresse 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou, par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 9 – DÉCISION ET NOTIFICATION**

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de la commune d'HAUBOURDIN ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d'HAUBOURDIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2021>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 19 Mars 2021

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
Nicolas VENTRE

# Annexe 1 : Déchets admissibles sur site

|           |  |
|-----------|--|
| 02        | DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS  |
| 02 01     | déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche   |
| 02 01 03  | déchets de tissus végétaux   |
| 02 01 04  | déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)  |
| 02 01 07  | déchets provenant de la sylviculture   |
| 02 01 10  | déchets métalliques  |
| 03        | DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON   |
| 03 01     | déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles  |
| 03 01 01  | déchets d'écorce et de liège   |
| 03 01 05  | sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04   |
| 03 03     | déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier  |
| 03 03 01  | déchets d'écorce et de bois  |
| 15        | EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS   |
| 15 01     | emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)  |
| 15 01 01  | emballages en papier/carton  |
| 15 01 02  | emballages en matières plastiques  |
| 15 01 03  | emballages en bois   |
| 15 01 04  | emballages métalliques   |
| 15 01 05  | emballages composites  |
| 15 01 06  | emballages en mélange  |
| 15 01 07  | emballages en verre  |
| 15 01 09  | emballages textiles  |
| 15 01 10* | emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus   |
| 15 01 11* | emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple amiante), y compris des conteneurs à pression vides  |
| 15 02     | absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection  |
| 15 02 02* | absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses   |
| 16        | DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE   |
| 16 01     | véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08) |
| 16 01 19  | matières plastiques  |
| 16 01 22  | composants non spécifiés ailleurs  |
| 17        | DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)   |
| 17 01     | béton, briques, tuiles et céramiques   |
| 17 01 01  | béton  |
| 17 01 02  | briques  |
| 17 01 03  | tuiles et céramiques   |
| 17 01 07  | mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06  |



|           |   |
|-----------|---|
| 17 02     | bois, verre et matières plastiques  |
| 17 02 01  | bois  |
| 17 02 02  | verre   |
| 17 02 03  | matières plastiques   |
| 17 04     | métaux (y compris leurs alliages)   |
| 17 04 01  | cuivre, bronze, laiton  |
| 17 04 02  | aluminium   |
| 17 04 03  | plomb   |
| 17 04 04  | zinc  |
| 17 04 05  | fer et acier  |
| 17 04 06  | étain   |
| 17 04 07  | métaux en mélange   |
| 17 04 11  | câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10   |
| 17 05     | terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage  |
| 17 05 04  | terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03   |
| 17 08     | matériaux de construction à base de gypse   |
| 17 08 02  | matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01  |
| 17 09     | autres déchets de construction et de démolition   |
| 17 09 04  | déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03  |
| 19        | DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL |
| 19 12     | déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs   |
| 19 12 01  | papier et carton  |
| 19 12 02  | métaux ferreux  |
| 19 12 03  | métaux non ferreux  |
| 19 12 04  | matières plastiques et caoutchouc   |
| 19 12 05  | verre   |
| 19 12 07  | bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06   |
| 19 12 08  | textiles  |
| 19 12 09  | minéraux (par exemple sable, cailloux)  |
| 19 12 12  | autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11  |
| 20        | DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT                                |
| 20 01     | fractions collectées séparément (sauf section 15 01)  |
| 20 01 01  | papier et carton  |
| 20 01 02  | verre   |
| 20 01 11  | textiles  |
| 20 01 13* | solvants  |
| 20 01 21* | tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure   |
| 20 01 28  | peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27   |
| 20 01 33* | piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles   |
| 20 01 36  | équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35  |
| 20 01 38  | bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37   |
| 20 01 39  | matières plastiques   |
| 20 01 40  | métaux  |
| 20 01 99  | autres fractions non spécifiées ailleurs  |

|          |   |
|----------|---|
| 20 02    | déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière) |
| 20 02 01 | déchets biodégradables  |
| 20 02 02 | terres et pierres   |
| 20 02 03 | autres déchets non biodégradables                                   |
| 20 03    | autres déchets municipaux   |
| 20 03 01 | déchets municipaux en mélange                                       |
| 20 03 07 | déchets encombrants   |
| 20 03 99 | déchets municipaux non spécifiés ailleurs                           |

VU POUR ETRE ANNEXE

à mon acte en date du 19 Mars 2001

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

NICOLAS VENTRE